

Arrêter le bras assassin de l'apartheid israélien



Depuis des mois, les autorités israéliennes multiplient les agressions contre la société palestinienne. Le harcèlement de la population est quotidien, les contrôles aux checkpoints, les démonstrations de forces dans les villages comme à Masafer Yatta, dans les villes de Cisjordanie ou les quartiers de Jérusalem-Est, les opérations militaires dans les camps de réfugiés avec leur lot d'assassinats, d'arrestations et de mises en détention administrative sont permanents.

Depuis janvier, plus de 170 palestiniens ont été tués par les forces d'occupation israéliennes y compris les 48 victimes dont 17 enfants des bombardements israéliens sur Gaza en août dernier.

C'est toute une population qui est frappée dans sa chair et humiliée quand elle cherche à résister. Des étudiants, des militants d'ONG, des journalistes comme des agriculteurs sont poursuivis, arrêtés, tabassés et parfois, comme Sherine Abu Akleh, assassinés froidement par l'armée d'occupation.

Depuis que des groupes de jeunes Palestiniens, ne se revendiquant d'aucun parti officiel, ont décidé de résister à l'occupation les armes à la main, les camps de réfugiés dont ils sont souvent originaires sont devenus la cible privilégiée de la répression coloniale.

Les actions de ces jeunes qui défient l'armée d'occupation armes à la main posent manifestement un vrai problème aux autorités israéliennes qui pensaient pouvoir s'en débarrasser rapidement grâce aux assassinats ciblés de leurs auteurs. De toute évidence, elles n'y parviennent pas et elles ont choisi désormais d'infliger des punitions collectives aux populations locales soupçonnées d'être solidaires de ces jeunes combattants.

Les contrôles renforcés et les mesures d'isolement des villes, quartiers ou camps de réfugiés palestiniens deviennent vite insupportables pour les milliers de personnes privées de l'accès au travail ou à l'école, aux soins ou aux moyens de subsistance les plus élémentaires. Les habitantEs du

camp de réfugiés de Shu'fat, à Jérusalem en ont été les victimes récentes. Tout comme la population de Naplouse qui depuis plus d'une semaine, s'organise pour manifester en direction des barrages imposés par les autorités israéliennes. Des mouvements de résistance civile et des appels à la grève générale ont été lancés à plusieurs reprises partout en Palestine contre ce qui ressemble de plus en plus à un véritable état de siège imposé à toute la population.

Une situation déjà très violente pour les Palestiniens, aggravée par la collusion évidente des autorités israéliennes et de l'armée avec les colons dont les attaques contre les habitantEs de Cisjordanie et de Jérusalem sont devenues elles aussi quotidiennes et d'une brutalité extrême. Il y a les attaques, toujours sous protection de l'armée, des communautés agricoles de Masafer Yatta avec l'agression contre Hafez Huraini. Hafez, qui avec les siens s'oppose à l'expulsion de sa terre, a eu les deux poignets brisés, s'est retrouvé dix jours en détention et s'est vu interdire de rentrer chez lui pendant un mois. Alors que ses agresseurs n'ont pas été inquiétés.

En cette période de récolte des olives, la violence des colons se déchaîne contre les agriculteurs, femmes et enfants compris et contre les volontaires locaux ou étrangers, y compris israéliens qui viennent les aider pour la récolte. Les attaques sont de plus en plus organisées et surtout plus violentes. Comme celle qui vient d'avoir lieu dans le village de Kisan, près de Bethléem où une volontaire israélienne a été frappée à coup de bâton, de pierres et de couteau par des colons prêts à tuer.

On peut citer également ce député d'extrême-droite Ben Gvir qui, arme au poing, est venu à la tête d'un commando de colons menacer et frapper des habitants du quartier de Sheik Jarrah à Jérusalem.

Tout cela sous la protection de l'armée d'occupation qui se retourne ensuite contre les victimes souvent condamnées à de lourdes peines alors que les agresseurs ne sont jamais inquiétés. Une armée qui a le feu vert pour tuer et qui ne s'en prive pas. Depuis le début du mois d'octobre, 16 palestiniens dont 6 enfants ont été tués par les forces israéliennes.

Ce cycle de violence coloniale ne cessera pas tant que durera l'impunité dont bénéficie l'État israélien et le soutien indéfectible des grandes puissances. Ni les Etats-Unis, ni l'Union européenne ne semblent vouloir, par des sanctions, faire payer à Israël, le prix de sa politique coloniale liberticide.

Nous sommes en droit d'attendre de la France et de l'Union européenne qu'elles condamnent clairement cette politique qui bafoue les droits les plus élémentaires du peuple palestinien.

Il revient au mouvement de solidarité en France et partout dans le monde de construire un puissant mouvement international contre l'apartheid israélien aux côtés du peuple palestinien.

Le Bureau national de l'AFPS, le 21 octobre 2022